La Commune

Le valet de Bush et Blair

Etat espagnol

C'est sur fond de pacte PP-PSOE contre le droit des peuples à se déterminer, et de grève générale, maintenant aggravée par la crise irakienne que se développe la situation politique dans l'état espagnol.

Dans son nouveau rôle de commis des seigneurs de la guerre, Aznar poursuit sa croisade pour le compte de l'impérialisme. Et après la visite de J. Bush -le gouverneur de Floride- à la Moncloa et ses "promesses inimaginables", il ne peut plus reculer et doit plonger tête devant dans la poudrière du Moyen Orient, même s'il met en péril la stabilité de l'U.E. bien malmenée déjà.

Tout cela malgré la bonne volonté de "l'opposition" monarchiste qui, elle, fournit les munitions pacifistes dont le gouvernement à besoin et qu'il reçoit comme un bol d'air salvateur face à la montée des millions de manifestants anti-guerre révoltés contre son servilisme éhonté et à toute épreuve. Mais il faut toujours garder les formes et bien qu'unis autour de la résolution 1441 qui promet la guerre, anciens croisés et nouveaux valets se crêpent le chignon aux Cortès du bourbon -le parlement croupion-.

En effet, la sainte alliance monarchiste organise la confusion, reprenant la consigne de désarmement sans conditions de l'Irak pour dénaturer la mobilisation et la contenir dans le cadre des institutions monarchiques et de l'ONU dont elle demande le renforcement pour parvenir à ses fins : le désarmement des travailleurs et des peuples unis contre l'impérialisme.

Sous le signe de la guerre

Un petit tour d'horizon de la presse espagnole révèle les états d'âme et atermoiements divers auxquels est confronté le gouvernement espagnol.

Relevons donc. Le 28 février tous les journaux rapportent qu'à l'issue de ses entretiens avec Blair, Aznar "envoie un signal clair à l'Irak". Le 1 mars, l'Expansion" menace : "Grand nettoyage dans les grosses entreprises" et "Aznar et Blair ne croient pas aux promesses de Saddam", ceci expliquerait sans doute cela ? Mais poursuivons avec "la Razón" qui titre : "Le carnaval nous donne un répit" et "Sous le signe de la guerre" pour revenir sur : "les taches du Prestige continuent d'arriver", ce qui ne calmera pas les pêcheurs empêchés, guerre ou pas guerre, depuis quatre mois d'utiliser leur outil de travail...et , ce qui n'arrange rien, "Rupture de la caténaire de l'AVE-TGV- pendant son voyage inaugural", alors qu'on découvre des dolines karstiennes sous la voie ferrée empruntée, flambante neuve. Le ministre des transports crie au sabotage et ingénieurs et syndicats signalent l'irresponsabilité des autorités. Pour sa part "ABC" titre "l'annonce de la destruction de missiles par Saddam divise encore plus l'U.E." et "El Mundo" d'ajouter "Blix désavoue Bush", toujours sur le même registre. "El País" annonce pour sauver la mise : "l'Espagne participera avec des forces militaires dans la défense de la Turquie face à l'Irak" et Poutine du côté des pacifistes trompette : "Tous pour le désarmement par tous les moyens", bien que, restons dans les formes, "dans le respect des lois internationales". Mais revenons à nos moutons. Le 2 mars tous les journaux du groupe "Correo" reprennent que "le vice-président du gouvernement monarchique ne contemple pas un scénario de guerre dans ses prévisions économiques" et "nie que des fissures soient apparues au sein du gouvernement, réaffirmant sa disposition à succéder à Aznar", ce alors que les journaux font état de couacs au sein du gouvernement et que des conseillers municipaux quittent le PP pour ne pas se compromettre en vue des prochaines élections municipales. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pour sa part "El País" du 2 mars titre : "l'ONU premier champ de bataille" et au sujet des fissures de l'équipe d'Aznar "La position d'Aznar alarme les candidats du PP", ce qui, disons-le en passant du côté des médias français ne semble pas du tout déranger Sarkozy qui dans son discours aux assises nationales sur la décentralisation mettait en exergue "le géant" économique espagnol comme exemple de réussite décentralisatrice, oubliant d'ajouter que l'Etat espagnol est le premier producteur de chômeurs de l'UE et qu'il se situe juste devant la Grèce et le Portugal pour les coûts horaires du travail, tandis qu' "El País" du 7 mars s'inquiète en soulignant que "Le Royaume Uni propose de laisser l'Espagne sans aide -des fonds structuraux spéciaux- de l' U.E." Comme quoi on a toujours besoin d'un plus petit que soi.

Où nous mène donc Aznar ?

Mais que se passe-t-il donc du côté de l'opposition ? Le 25 février, vingtième anniversaire de la "décentralisation" autonomiste monarchique en Andalousie, les dirigeants du PSOE et de IU rendent leur hommage particulier et décisif à la monarchie, ce qui n'empêche pas au porte-parole du PSOE "d'alerter sur la crise politique qui guette" puisque, "ce gouvernement n'a plus de crédibilité et n'est plus efficace" mais "demande plus de temps aux inspecteurs de l'ONU" afin sans doute de désamorcer la mobilisation croissante contre la guerre, plus difficile à désarmer celle-là.

I.U. pour sa part oppose au gouvernement..."la défense de l'ONU" qu'il "met en péril". Alors qu'Aznar critique "la mollesse de l'U.E. face à la fermeté de Bush" qui a réussi tout de même, faute de mieux pour l'instant, à accélérer aussi la crise de la monarchie espagnole aujourd'hui dirigée par un gouvernement en plein désarroi, confronté à la fronde anti-guerre qui ne cesse de monter et ne submergera probablement pas que lui.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »